



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La réforme des APL entérine le désengagement de l'Etat dans le logement social

Pour la CFDT Construction et Bois, les vrais perdants de la réforme des APL risquent d'être les 4 millions de citoyens mal logés et en dommage collatéral les salariés du logement social.

Le Sénat doit examiner en deuxième lecture le projet de loi de finances de 2018 qui prévoit notamment une baisse des APL de 1,5 milliard d'euros qui doit être compensée par une baisse des loyers. Cette baisse des loyers est imposée au seul logement social, les bailleurs privés étant épargnés bien qu'ils absorbent plus de 8,5 milliards des fonds des APL.

Ce projet très controversé et contesté par les bailleurs pour les risques sur les budgets de leurs établissements semble trouver aujourd'hui son épilogue. Après le compromis trouvé entre les ESH et le gouvernement (signature d'un protocole d'accord le 13 décembre dernier), il apparaît clairement que le dossier est plié.

Dans cette affaire il n'y a pas de gagnant. Juste un gouvernement qui a réussi sa ponction pour financer sa politique budgétaire, sacrifiant ainsi le rôle de cohésion sociale du logement. Et des responsables des ESH qui ont obtenu un sursis pour avaler la pilule de la rigueur espérant ainsi passer la tempête.

Au final pour la CFDT Construction et Bois, il s'agit d'une occasion encore manquée pour poser les vrais problèmes des citoyens en terme de logement et définir une réelle politique sur le sujet.

Fédération nationale
des salariés de la
construction et du bois
CFDT

47/49 avenue Simon
Bolivar
75950 Paris cedex 19
Tel :01 56 41 55 60
Fax :01 56 41 55 61

mail: fncb@cfdt.fr
www.cfdt-construction-bois.fr

Contacts FNCB-CFDT :

Jean-Marc Candille : 06-76-98-65-24

jeanmarc.candille@construction-bois.cfdt.fr